

Un Pacte pour l'école aux bases un peu faibles ?

■ C'est l'avis de Bernard Delvaux (UCL) pour qui fond, forme et méthode sont à revoir.

Le ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet (CDH), prépare sa réforme pour l'école baptisée "Pacte pour un enseignement d'excellence". Fin juin, sa première phase de mise en œuvre s'est clôturée avec la présentation de trois documents: un rapport diagnostique, un prospectif et un autre de synthèse, pour définir le rôle et les missions de l'école de demain. La deuxième phase sera lancée en septembre. Quatre groupes de travail seront chargés de présenter en 2016 des propositions concrètes.

Bernard Delvaux, chercheur à l'UCL, a analysé les rapports de la phase 1. S'il précise qu'il y a "beaucoup de propositions intéressantes dans le rapport prospectif" et qu'"il en est plusieurs auxquelles je souscris", il formule de nombreuses critiques.

Selon lui, les rapports n'abordent pas ou trop sommairement les évolutions sociétales. Il souligne aussi que les quatre axes thématiques du Pacte (savoirs et compétences, parcours d'élèves, acteurs et gouvernance) sont traités avec la même importance. "Or, soutient le chercheur, les deux premiers thèmes touchent à la question des finalités du système tandis que les deux autres portent davantage sur les moyens. Pour cette raison, ces deux derniers thèmes devraient idéalement être subordonnés aux premiers et traités après débroussaillage des deux premiers."

Où sont les avis divergents ?

Le spécialiste de l'enseignement pointe que "la question des objectifs éducatifs n'est que très partiellement instruite, alors qu'elle devrait être au centre du questionnement. [...] Les rédacteurs se contorsionnent pour atténuer leurs désaccords sur la délicate question des savoirs et des compétences", guidés qu'ils seraient par "la recherche

constante du consensus". [...] "Mais en laissant ainsi entendre que les diverses opinions peuvent cohabiter, le débat s'en trouve dépolitisé."

Une nouvelle réforme

Alors que le groupe de travail prospectif avait pour tâche de redéfinir le sens de l'enseignement pour les vingt années à venir, Bernard Delvaux rappelle que le Pacte "a été présenté comme un travail à l'échelle d'une dizaine d'années. Une perspective qui, dès lors, ne peut qu'être réformatrice, puisqu'il est impensable de toucher aux fondamentaux du modèle scolaire en un si court laps de temps".

Et il prévient: "Les groupes de travail déboucheront sur la production d'un document pour un nombre limité de chantiers. Avec un travail si peu prospectif et cohérent, il ne faudra pas être surpris si, dans cinq ou dix ans, un gouvernement ressentira la nécessité de relancer un processus du même type."

Alors, le chercheur de l'UCL propose notamment que les groupes de travail de septembre (trois plutôt que deux, suggère-t-il) concentrent leurs réflexions sur des thèmes en lien avec l'acte éducatif et les enjeux d'apprentissage. "Ils travailleraient sur les questions suivantes: qu'apprendre? En compagnie de qui apprendre? Avec l'aide de qui apprendre?"

Et surtout, il demande au gouvernement de "ne plus parler de Pacte pour un enseignement d'excellence, parce que le terme d'excellence ne dit rien des finalités du système éducatif; si ce n'est qu'il est tendu vers la compétition, et que le terme de pacte convient pour clore un conflit mais pas pour mobiliser autour d'un objectif. A la place, parler par exemple de Feuille de route pour un système éducatif émancipateur, pour autant que ce dernier adjectif ne soit pas réduit à la signification pauvre d'ascension sociale, comme il l'est parfois dans les rapports".

I.L.

"Avec le Pacte, on n'est pas en train d'écrire une nouvelle Bible"

■ Marc Demeuse (UMons) a participé à la phase 1 du Pacte. Il répond aux critiques de Bernard Delvaux.

Spécialiste de l'enseignement, Marc Demeuse était membre du comité scientifique qui a travaillé à la rédaction du rapport "Etat des lieux" du Pacte. Il dit comprendre les critiques formulées par son homologue mais défend le travail accompli dans la phase 1.

Sur la question du traitement à la même enseigne des quatre axes thématiques du Pacte, il répond: "Je pense que l'idée d'avancer de front sur les quatre vient du fait qu'ils sont tous importants. Je serais assez d'accord pour un découpage en septembre en deux axes et un travail en deux temps mais il est difficile d'envisager une approche séquentielle tant le chantier est immense."

Des débats animés pendant la rédaction

Les rapports où les divergences d'opinions n'apparaîtraient pas? "Ce n'est pas tout à fait vrai. On a peut-être

gommé certaines aspérités (comme le débat sur la gratuité de l'école, un peu escamoté) mais on n'a pas travaillé en cherchant le consensus à tout prix. Les séances de travail n'ont pas été un long fleuve tranquille et c'était très sain, ces débats. On a les grandes lignes et elles ne sont pas si simples que ça. On a pointé un système scolaire inégalitaire, inefficace et il faut l'encaisser", répond Marc Demeuse.

Quant à la possibilité qu'un futur gouvernement entame une nouvelle réforme de l'école, le chercheur l'envisage sereinement: "C'est tout à fait possible. On vit dans un système qui évolue politiquement et l'on peut s'en réjouir. Avec le Pacte, on n'est pas en train d'écrire une nouvelle Bible, un texte figé. On prépare les bases du changement. L'arbitrage sur les réformes à mener ne se fera pas au niveau des groupes de travail. C'est le politique qui tranchera."

Faut-il enfin changer de terminologie et ne plus parler ni de "pacte" ni d'"excellence"? "Je n'aime pas trop le terme de "pacte" qui rappelle le Pacte scolaire, le pacte avec le diable. Et "excellence", si elle n'est que pour quelques-uns, c'est de l'élitisme mais si elle est pour tous, c'est très bien", conclut Marc Demeuse.

I.L.